



SESSION ORDINAIRE 2017-2018

14 DÉCEMBRE 2017

PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE

PROPOSITION DE RÉOLUTION

relative à la peine de mort prononcée
à l'encontre du professeur
Ahmadreza Djalali en Iran

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Finances et des Affaires générales

par M. Julien UYTTENDAELE (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mme Nadia El Yousfi, MM. Mohamed Ouriaghli, Julien Uyttendaele, Olivier de Clippele, Armand De Decker, Abdallah Kanfaoui, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Benoît Cerexhe, Mme Zoé Genot.

Membres suppléants : Mme Simone Susskind, M. Paul Delva, Mme Hannelore Goeman.

Autres membres : Mme Caroline Persoons, M. Johan Van den Driessche, Mme Khadija Zamouri.

Voir :

Document du Parlement :

A-601/1 – 2017/2018 : Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2017-2018

14 DECEMBER 2017

BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende de uitgesproken doodstraf
tegen professor Ahmadreza Djalali in Iran

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door de heer Julien UYTTENDAELE (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: mevr. Nadia El Yousfi, de heren Mohamed Ouriaghli, Julien Uyttendaele, Olivier de Clippele, Armand De Decker, Abdallah Kanfaoui, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Benoît Cerexhe, mevr. Zoé Genot.

Plaatsvervangers: mevr. Simone Susskind, de heer Paul Delva, mevr. Hannelore Goeman.

Andere leden: mevr. Caroline Persoons, de heer Johan Van den Driessche, mevr. Khadija Zamouri.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-601/1 – 2017/2018 : Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de M. Paul Delva, coauteur de la proposition de résolution

M. Delva explique qu'il a demandé l'urgence au président pour cette résolution relative à la peine de mort prononcée à l'encontre du professeur Djalali car, il y a quelques jours, nous avons appris avec horreur que la condamnation à mort qui avait été prononcée est à présent exécutoire dès lors que l'avocat de M. Djalali n'a pas interjeté appel. Il est donc impératif que nous adressions un signal fort aux autorités iraniennes.

Les faits sont connus. Le 25 avril 2016, des fonctionnaires du ministère des Renseignements ont arrêté sans mandat d'arrêt le professeur Djalali lors d'un voyage en Iran – où les universités de Téhéran et de Shiraz l'avaient invité à participer à des ateliers de médecine de catastrophe. Il a été incarcéré durant sept mois, dont trois passés à l'isolement. Il a été privé d'accès à un avocat. Tout ce temps, il a subi tortures, mauvais traitements et pressions psychologiques parce qu'on voulait lui faire signer une déclaration dans laquelle il reconnaîtrait être un espion à la solde d'un État ennemi. Ces accusations ont vu le jour après le refus de M. Djalali, en 2014, d'utiliser ses relations universitaires en Europe afin d'espionner pour le compte de l'Iran.

À l'issue d'un procès manifestement inique, le professeur a été condamné à mort. Aucun élément de preuve n'a été présenté durant le procès pour démontrer qu'il est autre chose qu'un universitaire tentant d'exercer pacifiquement son métier.

Amnesty International considère M. Djalali comme un prisonnier d'opinion uniquement condamné et emprisonné à cause de son refus d'utiliser ses relations universitaires afin d'espionner pour le compte de l'Iran.

Nous ne pouvons pas rester insensibles à cette affaire. Cette résolution largement soutenue – et je tiens à remercier mes collègues pour leur soutien à ce texte – montre que nous ne pouvons tolérer que des personnes soient condamnées à mort uniquement parce qu'elles refusent d'utiliser leur savoir à des fins autres que scientifiques. La marche de protestation organisée aujourd'hui par les universités et Amnesty International adresse un signal que de telles pratiques sont inadmissibles.

Sur le plan international, la Belgique joue un rôle moteur dans la défense des droits de l'homme. Notre pays est un membre actif du « Groupe des amis du Deuxième protocole facultatif », c.-à-d. le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prévoit l'abolition de la peine de mort. Notre pays tient en haute estime les valeurs reconnues au niveau international, comme le droit à un procès équitable et l'interdiction de traitements inhumains. Il est dès lors de notre devoir de promouvoir ces valeurs dans les contacts internationaux.

I. Inleiding uiteenzetting door de heer Paul Delva, mede-indiener van het voorstel van resolutie

De heer Delva legt uit dat hij aan de voorzitter gevraagd heeft om met spoed de resolutie betreffende de uitgesproken doodstraf tegen professor Djalali te agenderen, omdat een aantal dagen geleden het verschrikkelijke nieuws is verspreid dat de doodstraf die werd uitgesproken, uitvoerbaar is geworden gezien zijn advocaat geen beroep heeft aangetekend. Een krachtig signaal tegenover de Iraanse overheid is dus meer dan nodig.

De feiten zijn bekend. Op 25 april 2016 werd professor Djalali tijdens een reis naar Iran - waar hij door de universiteit van Teheran en die van Shiraz voor deelname aan workshops over rampengeneeskunde was uitgenodigd - zonder aanhoudingsbevel gearresteerd door ambtenaren van het ministerie van Inlichtingen. Zeven maanden lang werd hij in hechtenis gehouden, waarvan drie maanden in eenzame opsluiting. Hij kreeg niet de kans om een advocaat te spreken. Gedurende die hele periode onderging hij foltering, mishandelingen en psychologische druk, omdat men hem een verklaring wou doen ondertekenen waarin hij zou erkennen een spion te zijn van een vijandige Staat. Die beschuldigingen kwamen er nadat hij in 2014 weigerde zijn relaties op Europees academisch vlak te gebruiken om voor Iran te spioneren.

Na een manifest oneerlijk proces werd professor Djalali ter dood veroordeeld. Het bewijs dat tijdens het proces werd aangeleverd toont niets anders aan dan dat Djalali een academicus is die vreedzaam zijn beroep tracht uit te oefenen.

Amnesty International beschouwt Djalali als een gewetensgevangene die enkel werd veroordeeld en wordt vastgehouden wegens zijn weigering om zijn academische banden te gebruiken om te spioneren voor Iran.

We kunnen en mogen niet ongevoelig blijven voor deze zaak. Deze breed gesteunde resolutie – en ik wil de collega's bedanken voor hun steun aan deze tekst – toont aan dat we niet kunnen tolereren dat mensen worden ter dood veroordeeld gewoon wegens het feit dat ze hun kennis enkel willen inzetten voor wetenschappelijke doeleinden. De protestmars die vandaag georganiseerd is door de universiteiten en Amnesty International is een signaal dat dergelijke praktijken niet door de beugel kunnen.

Op internationaal vlak speelt België een voortrekkersrol bij de verdediging van de mensenrechten. Ons land is een actief lid van de "Groep van Vrienden van het Tweede Facultatief Protocol", i.e. het Tweede Facultatief Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten dat voorziet in de afschaffing van de doodstraf. De internationaal erkende waarden, zoals het recht op een eerlijk proces en het verbod op mensonterende behandeling, draagt ons land hoog in het vaandel. Het is dan ook onze plicht deze waarden uit te dragen bij internationale contacten.

La présente résolution appelle dès lors à insister auprès du gouvernement iranien pour qu'il n'exécute pas la peine de mort du professeur Djalali et qu'il lui assure un procès équitable et public. Elle demande en outre que dans leurs contacts avec l'État iranien, les différentes autorités continuent de plaider pour l'abolition de la peine de mort. Ce texte incite également les Communautés à suspendre la collaboration universitaire avec l'Iran tant que la sécurité et les droits de l'homme des professeurs invités ne seront pas garantis à leur retour en Iran. Nous demandons également que les sanctions européennes à l'encontre de l'Iran pour cause de violations des droits de l'homme soient prolongées si le pays persiste dans la condamnation à mort. Enfin, la résolution demande également d'aborder la question avec la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères.

II. Discussion générale

M. Johan Van den Driessche se rallie à l'exposé de M. Delva. Il s'agit d'une violation des Droits de l'Homme qui appelle une réaction forte. Dès lors que la condamnation à mort est à présent exécutoire, il y a lieu d'amender l'appel lancé dans la résolution et de demander à ce qu'il soit gracié. Il dépose deux amendements à cette fin.

Mme Khadija Zamouri félicite M. Delva pour son excellente initiative. C'est, dans un dossier inhumain, un signe de vie à l'adresse du professeur Djalali. Les différentes autorités du pays continuent de plaider afin d'empêcher son exécution. La collaboration universitaire du professeur Djalali est très appréciée de la VUB. Les échanges internationaux fructueux sont et restent importants. Son procès a été inique et un État de droit démocratique ne peut pas garder le silence à cet égard. L'Open Vld soutient l'initiative.

Mme Simone Susskind remercie M. Delva d'avoir initié ce projet de résolution.

Mme Susskind rappelle que l'avocat commis d'office du professeur Ahmadreza Djalali, n'ayant pas fait appel auprès de la Cour Suprême iranienne, son exécution semble inévitable.

L'arrestation de Ahmadreza Djalali en avril 2015 par les autorités iraniennes qui aboutit à sa condamnation à mort à l'issue d'un procès manifestement inique atteste de la persistance des autorités iraniennes dans le recours à la peine de mort.

Pendant sept mois, il a été détenu sans pouvoir consulter un avocat. Sur ces sept mois, le professeur Djalali en a passé trois en isolement. Ensuite, chacun des avocats qu'il a choisis a été refusé par le tribunal.

Selon Amnesty International, « aucun élément de preuve n'a été présenté pour démontrer qu'il est autre chose qu'un universitaire exerçant pacifiquement son métier ». « S'il a été reconnu coupable et condamné pour avoir exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression,

Deze resolutie roept dan ook op om er bij de Iraanse regering op aan te dringen het doodvonnis tegenover professor Djalali niet te voltrekken en hem een eerlijk en openbaar proces te geven. Daarnaast vraagt de resolutie dat de verschillende overheden in hun contacten met de Iraanse overheid blijven pleiten voor de afschaffing van de doodstraf. Deze tekst spoort ook de Gemeenschappen aan om de universitaire samenwerking met Iran on hold te zetten zolang de veiligheid en de mensenrechten van gastdocenten bij hun terugkeer in Iran niet verzekerd is. Bovendien verzoeken we dat de Europese sancties tegen Iran, voor wat de schendingen van de mensenrechten betreft, worden verlengd indien het land doorzet met de terdoodveroordeling. Ten slotte, wordt ook gevraagd om de kwestie aan te kaarten bij de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken.

II. Algemene bespreking

De heer Johan Van den Driessche onderschrijft de uiteenzetting van de heer Delva. Het betreft een inbreuk op de Rechten van de Mens, waartegen krachtig moet worden gereageerd. Aangezien de doodstraf nu uitvoerbaar is, moet de oproep in de resolutie geamendeerd worden tot een gratieverzoek. Daartoe worden twee amendementen ingediend.

Mme Khadija Zamouri feliciteert de heer Delva voor zijn uitmuntend initiatief. Het is een teken van leven aan professor Djalali in een mensonterend dossier. De verschillende overheden van het land blijven pleiten om dit te verhinderen. De universitaire samenwerking met professor Djalali wordt erg op prijs gesteld door de VUB. Internationale kruisbestuiving is en blijft belangrijk. Het proces is oneerlijk verlopen en een democratische rechtsstaat kan hierbij niet aan de zijlijn blijven. Open VLD steunt daarom het initiatief.

Mevrouw Simone Susskind bedankt de heer Delva voor dit voorstel van resolutie.

Mevrouw Susskind herinnert eraan dat de aan professor Ahmadreza Djalali toegewezen advocaat niet in beroep gegaan is bij het Iraanse Hooggerechtshof en zijn executie dus onvermijdelijk lijkt.

De arrestatie van Ahmadreza Djalali door de Iraanse autoriteiten in april 2015, gevolgd door zijn terdoodveroordeling na een manifest oneerlijk proces, toont aan dat de Iraanse autoriteiten lak hebben aan de rechtsstaat en vasthouden aan de doodstraf.

Hij werd zeven maanden vastgehouden zonder een advocaat te mogen raadplegen. Van die zeven maanden heeft professor Ahmadreza Djalali drie maanden in isolatie doorgebracht. Vervolgens werd elke advocaat die hij gekozen had, door de rechtbank geweigerd.

Amnesty International zegt dat het bewijs dat werd aangeleverd niets anders toont dan een academicus die vreedzaam zijn beroep tracht uit te oefenen. Als dr. Djalali werd veroordeeld voor het vreedzaam uitoefenen van zijn beroep en zijn recht op vrijheid van meningsuiting,

d'association et de réunion, notamment dans le cadre de son travail universitaire, les autorités doivent le libérer immédiatement et sans condition et abandonner toutes les charges retenues contre lui.

Dans un enregistrement publié sur YouTube le 22 octobre dernier, Ahmadreza Djalali a déclaré avoir été contraint à deux reprises de faire des « aveux » devant une caméra et de lire des déclarations pré-écrites par les agents chargés de l'interroger lors de sa détention en isolement.

Il assure avoir subi une pression intense, les agents l'ayant notamment soumis à une torture psychologique et menacé d'exécution, en le menaçant d'arrêter ses enfants, dans le but de le faire « avouer » qu'il était un espion au service d'un « gouvernement hostile ».

Dans cet enregistrement, il affirme que ses appréciations universitaires ont été utilisées pour le déclarer coupable et le condamner à mort. Il nie les accusations portées à son encontre et affirme qu'elles ont été forgées de toutes pièces par les agents du ministère du Renseignement.

Les droits d'Ahmadreza Djalali ont été bafoués et sa vie lui sera ôtée par un pays qui, à l'heure où nous parlons, renforce activement ses relations avec des Etats de l'Union européenne, démontrant ainsi toute l'absurdité de la citation des liens universitaires du professeur Djalali avec un pays européen comme « preuve » retenue contre lui.

Notre ambassade à Téhéran est très engagée dans ce dossier. Le Sénat a voté une résolution dans le même sens.

Au groupe socialiste, nous nous joignons aujourd'hui à nos collègues et appelons instamment les autorités iraniennes à surseoir à l'exécution d'Ahmadreza Djalali.

Il est de notre devoir civique et moral de tout faire pour que le professeur Djalali ait droit à un procès public et équitable, où ses droits seront garantis.

Les Droits de l'Homme étant génétiquement inscrits dans la société démocratique que nous nous efforçons à construire, le groupe socialiste en appelle à la cessation de la collaboration universitaire avec l'Iran.

La peine de mort, d'autant plus pour des motifs fallacieux, ne peut, en aucun cas, être tolérée. Le respect des droits humains doit être la condition sine qua non de tous nos contacts avec les autorités iraniennes dès aujourd'hui.

Mme Hannelore Goeman remercie M. Delva pour son initiative.

La VUB mène une action sous le slogan: « Qui tue un homme tue toute l'humanité ». Le sp.a est opposé à la peine

vereniging en vergadering, inzonderheid in het kader van zijn academisch werk, moeten de autoriteiten hem zonder voorwaarden en onmiddellijk vrijlaten en alle aanklachten tegen hem laten vallen.

In een opname die op 22 oktober laatstleden werd getoond op You Tube, verklaarde Ahmadreza Djalali dat hij er twee keer toe gedwongen werd "bekentenissen" af te leggen voor een camera en verklaringen voor te lezen die op voorhand waren opgesteld door de agenten die hem tijdens zijn gevangenschap in een isoleercel moesten ondervragen.

Hij verklaart dat hij onder grote druk werd gezet en dat de agenten hem aan psychologische marteling onderwierpen, met executie bedreigden, en ermee dreigden zijn kinderen te arresteren om hem te doen "bekennen" dat hij een spion ten dienste van een "vijandige regering" is.

In die opname verklaarde hij dat zijn academische beschouwingen werden misbruikt om hem schuldig te verklaren en ter dood te veroordelen. Hij ontkende de aantijgingen die hem ten laste worden gelegd en verklaarde dat ze uitgevonden zijn door de personeelsleden van de Iraanse inlichtingendienst.

De rechten van Ahmadreza Djalali werden met de voeten getreden en hij zal worden geëxecuteerd door een land dat op dit ogenblik intensief werkt aan betere betrekkingen met de lidstaten van de Europese Unie. Dat toont aan hoe absurd het is om de academische relaties van hoogleraar Djalali met een Europees land als "bewijs" tegen hem aan te voeren.

Onze ambassade in Teheran neemt dit dossier zeer ter harte. De Senaat heeft een resolutie in dezelfde zin aangenomen.

Namens de socialistische fractie scharen we ons vandaag achter onze collega's en doen we een dringende oproep tot de Iraanse autoriteiten om de executie van Ahmadreza Djalali uit te stellen.

Het is onze burgerlijke en morele plicht om alles in het werk te stellen opdat hoogleraar Djalali een openbaar en eerlijk proces krijgt, waarin zijn rechten zullen worden gewaarborgd.

Aangezien de Rechten van de Mens ingebakken zijn in het DNA van de democratische samenleving die we trachten uit te bouwen, roept de socialistische fractie op tot het stopzetten van de universitaire samenwerking met Iran.

De doodstraf mag in geen enkel geval worden getolereerd, zeker niet wanneer er drogredenen worden aangehaald. Het respect voor de mensenrechten moet vanaf vandaag de conditio sine qua non zijn in al onze contacten met de Iraanse autoriteiten.

Mevrouw Hannelore Goeman dankt de heer Delva voor zijn initiatief.

De VUB voert actie onder de slogan: "wie een mens doodt, doodt de mensheid." Sp.a is gekant tegen de

de mort. La condamnation est injuste et elle repose sur un procès inique. L'avocat n'a même pas interjeté appel. On doit faire entendre notre voix sur un maximum de fronts. Différents parlements belges ont déjà pris une initiative et on peut se féliciter que les différends politiques soient laissés de côté lorsqu'il s'agit de questions de vie ou de mort.

M. Armand De Decker salue l'initiative. Ce procès démontre la barbarie d'une théocratie et il convient de réagir. Notre Parlement est celui d'une ville qui accueille les institutions européennes : cela a son importance. Il rappelle que la Belgique est connue pour son opposition à la peine de mort depuis son indépendance. La Belgique a ainsi résisté à la peine de mort par ses premiers ministres de la Justice qui demandaient systématiquement au Roi qui l'accordait la grâce pour la peine de mort. Historiquement, la Belgique a été en Europe le premier pays à combattre la peine de mort. Les dernières peines de mort datent de la guerre de 14-18 et étaient liées à la haute trahison et à des faits de guerre. En termes civils, la dernière peine remonte à l'entre-deux-guerres.

La décision prise en Iran est inique et barbare. M. De Decker espère que ce texte de résolution aura des effets. Faudra-t-il préconiser de rompre toute relation entre la Région et l'Iran ? Ce serait une bonne décision qui aurait un autre effet psychologique sur le gouvernement iranien.

Mme Zoé Genot remercie M. Delva et note avec plaisir que certains partis, opposés aux sanctions économiques comme outil diplomatique, ont changé d'avis.

Mme Caroline Persoons se joint à ses collègues au nom de DéFI. La Fédération Wallonie-Bruxelles, la Flandre et le Sénat nous ont précédé. La Chambre vote ce soir. Une manifestation aura lieu à 18h00 ce soir devant l'ambassade d'Iran.

Ce qui est inadmissible c'est qu'une peine de mort soit prononcée pour des raisons politiques : il s'agit d'une collaboration entre scientifiques. Cela est choquant et toute démocratie s'y oppose. D'autres prisonniers politiques sont également visés par cette résolution qui condamne un système entier où la liberté de penser mène à la mort.

M. Benoît Cerexhe salue l'urgence de la démarche initiée par M. Delva. La mobilisation de notre Parlement bruxellois à côté du monde universitaire et associatif est un signal important. Un débat sur les relations avec pareils pays s'impose. Il faudra rediscuter dans les mois qui suivent d'éventuelles missions économiques ou des traités avec ce pays.

doodstraf. De voordeling is onterecht en gebaseerd op een oneerlijk proces. De advocaat ging zelfs niet in beroep. Op zoveel mogelijk fronten moeten men de stem verheffen. Verschillende Belgische parlementen hebben reeds een initiatief genomen en het is goed dat bij materies van leven en dood politieke verschillen terzijde worden geschoven.

De heer Armand De Decker looft het initiatief. Dit proces toont de barbaarsheid aan van een theocratie en daarop is een reactie nodig. Dit is het Parlement van een stad die onderdak biedt aan de Europese instellingen: dat is van belang. Hij herinnert eraan dat België sedert de onafhankelijkheid ervan bekend staat als tegenstander van de doodstraf. Zo bood België weerstand tegen de doodstraf door zijn eerste ministers van Justitie, die systematisch gratie vroegen voor de doodstraf aan de koning, die ze verleende. Historisch gesproken was België het eerste land in Europa dat de doodstraf bestreed. De laatste doodstraffen dateren van de oorlog van 14-18 en vloeiden voort uit hoogverraad en oorlogsfeiten. Op burgerlijk vlak dateert de laatste doodstraf van de periode tussen de twee oorlogen.

De beslissing die in Iran genomen werd is zeer onrechtvaardig en barbaars. De heer De Decker hoopt dat de tekst van deze resolutie gevolgen zal hebben. Moet er worden gepleit voor het breken van alle betrekkingen tussen het Gewest en Iran? Dat zou een goede beslissing zijn, die een ander psychologisch effect zou hebben op de Iraanse regering.

Mevrouw Zoé Genot bedankt de heer Delva en merkt met genoegen op dat sommige partijen, die gekant waren tegen economische sancties als diplomatieke tool, van mening veranderd zijn.

Mevrouw Caroline Persoons schaart zich in naam van DéFI achter haar collega's. De "Fédération Wallonie Bruxelles", Vlaanderen en de Senaat zijn ons voorgegaan. In de Kamer wordt vanavond gestemd. Vanavond om 18.00 uur vindt een betoging plaats voor de ambassade van Iran.

Het is onaanvaardbaar dat een doodstraf wordt uitgesproken om politieke redenen: het gaat over samenwerking tussen wetenschappers. Dat is schokkend, en elke democratie is daartegen gekant. Deze resolutie heeft eveneens betrekking op andere politieke gevangenen en veroordeelt een heel systeem waarin de vrijheid van denken tot de dood leidt.

De heer Benoît Cerexhe looft de dringende stap waartoe de heer Delva het initiatief heeft genomen. De inzet van ons Brussels Parlement naast de universiteits- en verenigingskringen is een belangrijk signaal. Een debat over de betrekkingen met dergelijke landen is vereist. In de komende maanden moeten eventuele economische zendingen of verdragen met dit land opnieuw worden besproken.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Considérants

M. Johan Van den Driessche présente l'amendement n°1 et le retire.

Votes

Les 11 considérants sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Dispositif

M. Johan Van den Driessche présente l'amendement n°2 et le retire.

M. Delva propose d'amender oralement le premier tiret du deuxième alinéa du dispositif, qui est remplacé comme suit :

- d'intervenir rapidement et officiellement auprès de l'État iranien pour que :
 - a) le professeur Djalali soit gracié ;
 - b) le professeur Djalali soit libéré sans délai et sans condition ;
 - c) l'État iranien annule la condamnation et les peines prononcées à l'encontre du professeur Djalali ;
 - d) ce dernier puisse entretenir sans délai des contacts réguliers avec sa famille et avec les avocats de son choix ;

Votes

L'alinéa 1^{er}, l'alinéa 2 tel qu'amendé oralement, ainsi que les alinéas 3 et 4 du dispositif sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution, tel qu'amendé oralement, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Julien UYTTENDAELE

Le Président

Mohamed OURIAGHLI

III. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

Consideransen

De heer Johan Van den Driessche stelt amendement nr. 1 voor en trekt het in.

Stemmingen

De 11 consideransen worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Verzoekend gedeelte

De heer Johan Van Den Driessche stelt amendement nr. 2 voor en trekt het in.

De heer Delva stelt voor het eerste streepje van het tweede lid van het verzoekend gedeelte te amenderen door volgende tekst :

- snel en officieel op te treden bij de Iraanse overheid opdat:
 - a) professor Djalali gratie wordt verleend;
 - b) professor Djalali onverwijld en onvoorwaardelijk wordt vrijgelaten;
 - c) de Iraanse overheid de veroordeling en straffen jegens professor Djalali ongedaan maakt;
 - d) professor Djalali onverwijld regelmatig contact kan krijgen met zijn familie en met advocaten naar keuze;

Stemmingen

Het 1^{ste} lid, het aldus mondeling geamendeerd 2^{de} lid, alsook het 3^{de} en het 4^{de} lid van het verzoekend gedeelte worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie, aldus mondeling geamendeerd, wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Julien UYTTENDAELE

De Voorzitter

Mohamed OURIAGHLI

V. Texte adopté par la commission

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'information préoccupante récente concernant l'exécution prochaine, en République islamique d'Iran, de la peine de mort prononcée à l'encontre du professeur iranien Ahmadreza Djalali, médecin spécialisé en médecine de catastrophe, sur la base d'une condamnation juridiquement contestable concernant la sécurité nationale, et en particulier pour « collaboration avec des scientifiques d'États ennemis » ;

Vu que l'avocat du professeur Djalali a communiqué le jugement à l'épouse de celui-ci le samedi 21 octobre 2017, mais que le condamné lui-même n'a reçu à ce jour aucune autre communication officielle ;

Vu l'absence de toute preuve d'espionnage ou d'un autre délit ;

Vu que les droits du docteur Djalali, qui a été arrêté par les services de sécurité du ministère iranien de l'Information en avril 2016 à Karaj, ont été violés lorsque, privé de l'assistance d'un avocat, il a été incarcéré en cellule d'isolement pendant 3 mois à la prison d'Evin, après quoi il a été contraint à faire des aveux sous la torture et les violences ;

Vu qu'Ahmadreza Djalali, qui se remettait à peine d'une précédente grève de la faim, a repris sa grève de la faim en réaction à ce verdict ;

Vu que l'Iran est partie au Pacte des Nations unies relatif aux droits civils et politiques ;

Vu que, d'après Human Rights Watch, l'Iran détient depuis quelques années déjà le taux d'exécution par habitant le plus élevé du monde, ces exécutions étant souvent l'issue de procès inéquitables, et des mineurs d'âge étant également souvent condamnés à mort ;

Vu que, dans l'exercice de sa profession de médecin spécialisé en médecine de catastrophe et de professeur du master européen organisé à la VUB, où des docteurs du monde entier viennent en recyclage, le professeur concerné entretient des contacts médicaux et académiques internationaux ;

Vu le caractère absolument inhumain de telles peines, pour lesquelles on ne peut invoquer aucune justification morale, juridique ou religieuse ;

Vu la décision du Conseil de l'Union européenne du 11 avril 2017 de prolonger jusqu'au 13 avril 2018 les mesures restrictives à l'encontre de l'Iran pour cause de violations graves des droits de l'homme, qui sont déjà en vigueur depuis 2011 ;

Vu la résolution du Parlement européen du 25 octobre 2016 sur la stratégie de l'Union à l'égard de l'Iran après l'accord

V. Door de commissie aangenomen tekst

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op het recente verontrustende nieuws aangaande de nakende uitvoering van de doodstraf tegen de Iraanse professor Ahmadreza Djalali, arts gespecialiseerd in de rampengeneeskunde, in de Islamitische Republiek Iran op basis van een juridisch betwistbare veroordeling inzake de nationale veiligheid en meer bijzonder inzake « het samenwerken met wetenschappers uit vijandelijke staten » ;

Gelet op het feit dat het vonnis door de advocaat van professor Djalali op zaterdag 21 oktober 2017 werd meegedeeld aan zijn echtgenote, maar dat elke andere officiële mededeling aan de veroordeelde zelf tot op heden ontbreekt ;

Gelet op het ontbreken van enig bewijs voor spionage of een andere misdrijf ;

Gelet op het feit dat de rechten van de arts Djalali die in april 2016 door de veiligheidsdiensten van het Iraanse Ministerie van Informatie in Karaj werd aangehouden, geschonden werden toen hij voor 3 maanden in de isoleercel in de Evingevangenis werd opgesloten, zonder bijstand van een advocaat en waarna hij door foltering en mishandeling gedwongen werd een bekentenis af te leggen ;

Gelet op het feit dat Ahmadreza Djalali die net hersteld was van een eerdere hongerstaking, als reactie op deze uitspraak zijn hongerstaking heeft hervat ;

Gelet op het feit dat Iran partij is bij de VN-Conventie inzake burgerrechten en politieke rechten ;

Gelet op het feit dat Iran volgens Human Rights Watch reeds enkele jaren de hoogste per capita executie-ratio ter wereld heeft, waarbij deze executies vaak het gevolg zijn van oneerlijke processen en ook minderjarigen frequent ter dood worden veroordeeld ;

Gelet op het feit dat de betrokken professor in de uitoefening van zijn beroep als arts gespecialiseerd in rampengeneeskunde en als docent in de Europese masteropleiding aan de VUB waar dokters uit de hele wereld zich komen bijscholen, internationale medische en academische contacten heeft ;

Gelet op de absolute onmenselijkheid van dergelijke straffen, waarvoor geen enkele morele, juridische of religieuze verantwoording kan ingeroepen worden ;

Gelet op de beslissing van de Raad van de Europese Unie van 11 april 2017 om de beperkende maatregelen wegens ernstige schendingen van de mensenrechten tegen Iran, die reeds sinds 2011 van kracht zijn, te verlengen tot 13 april 2018 ;

Gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 25 oktober 2016 over de EU-strategie ten aanzien van Iran sinds de nucleaire overeenkomst, waarin er bij Iran op wordt

sur le nucléaire, qui appelle à un moratoire immédiat sur l'exécution de la peine de mort en Iran ;

S'oppose avec fermeté à l'exécution de la condamnation à mort du professeur Ahmadreza Djalali ;

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de plaider auprès du Gouvernement fédéral afin que celui-ci :

- d'intervenir rapidement et officiellement auprès de l'État iranien pour que :
 - a) le professeur Djalali soit gracié ;
 - b) le professeur Djalali soit libéré sans délai et sans condition ;
 - c) l'État iranien annule la condamnation et les peines prononcées à l'encontre du professeur Djalali ;
 - d) ce dernier puisse entretenir sans délai des contacts réguliers avec sa famille et avec les avocats de son choix;
- se joigne aux initiatives diplomatiques existantes et futures visant à garantir les droits fondamentaux de M. Djalali ;
- inscrive le respect des droits de l'homme à l'ordre du jour de tous ses contacts avec les autorités iraniennes et y plaide pour l'abolition générale de la peine de mort ;
- se joigne à ces demandes et actionne tous les leviers dont il dispose à cette fin, et qu'il aborde notamment d'urgence cette question avec la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Mme Mogherini ;

Demande aux Gouvernements des Communautés :

- de suspendre la collaboration universitaire avec l'Iran tant que la sécurité et les droits de l'homme des professeurs invités ne seront pas garantis à leur retour en Iran ;

Demande au président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- de porter la présente résolution à la connaissance des pouvoirs législatif et exécutif de la République islamique d'Iran et de la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères.

aangedrongen om een onmiddellijk moratorium in te stellen op de uitvoering van de doodstraf ;

Verzet zich met klem tegen de uitvoering van de doodstraf van professor Ahmadreza Djalali ;

Vraagt aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de federale Regering te pleiten om :

- snel en officieel op te treden bij de Iraanse overheid opdat:
 - a) professor Djalali gratie wordt verleend;
 - b) professor Djalali onverwijld en onvoorwaardelijk wordt vrijgelaten;
 - c) de Iraanse overheid de veroordeling en straffen jegens professor Djalali ongedaan maakt;
 - d) professor Djalali onverwijld regelmatig contact kan krijgen met zijn familie en met advocaten naar keuze;
- zich aan te sluiten bij reeds bestaande en toekomstige diplomatieke initiatieven om de fundamentele rechten van de heer Djalali te vrijwaren ;
- in alle contacten met de Iraanse overheid het respect voor de mensenrechten op de agenda te zetten en te bepleiten dat de doodstraf in het algemeen zou worden afgeschaft ;
- zich achter deze vragen te scharen en hiervoor alle instrumenten in te zetten waarover ze beschikt waaronder deze aangelegenheid met spoed aan te kaarten bij de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken, mevrouw Mogherini ;

Vraagt aan de Gemeenschapsregeringen :

- de universitaire samenwerking met Iran *on hold* te plaatsen zolang de veiligheid en de mensenrechten van gastdocenten bij hun terugkeer in Iran niet verzekerd is ;

Vraagt de voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement om :

- deze resolutie in kennis te brengen bij de wetgevende en uitvoerende machten van de Islamitische Republiek Iran en de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken.

VI. Amendements

N° 1 (de M. Johan VAN den DRIESSCHE).

Dispositif

Après le deuxième « vu », ajouter un alinéa rédigé comme suit :

« vu que, contrairement à la demande expresse du professeur Djalali, son avocat n'a pas interjeté appel, ce qui rend l'exécution de la peine de mort toujours plus inévitable ; ».

JUSTIFICATION

En octobre de cette année, le professeur Djalali a été condamné à mort sans procès équitable ni public. Il a demandé à l'avocat qui lui a été commis d'office d'interjeter appel, mais on a appris le 10 décembre que son avocat ne l'avait pas fait. L'exécution de la condamnation à mort du professeur Djalali semble dès lors inévitable.

N° 2 (de M. Johan VAN den DRIESSCHE).

Dispositif

Après « demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale », ajouter ce qui suit :

« 1° d'appeler toutes les autorités belges à condamner fermement et conjointement auprès de l'État iranien le jugement rendu à l'encontre du professeur Ahmadreza Djalali ;

2° d'intervenir rapidement et officiellement auprès de l'État iranien pour que :

- a) le professeur Djalali soit gracié ;*
- b) le professeur Djalali soit libéré sans délai et sans condition ;*
- c) l'État iranien annule la condamnation et les peines prononcées à l'encontre du professeur Djalali ;*
- d) ce dernier puisse entretenir sans délai des contacts réguliers avec sa famille et avec les avocats de son choix;*

3° d'accélérer et de renforcer les initiatives diplomatiques existantes et futures visant à garantir les droits fondamentaux de M. Djalali ;

4° de suspendre les collaborations universitaires avec l'État iranien aussi longtemps que la sécurité et le respect des droits de l'homme ne sont pas garantis en Iran à l'égard des professeurs invités ;

5° d'inscrire le respect des droits de l'homme à l'agenda et de plaider pour l'abolition de la peine de mort en général, et ce dans tous les contacts, y compris les contacts économiques avec l'État ; ».

VI. Amendementen

Nr. 1 (van de heer Johan VAN den DRIESSCHE).

Verzoekend gedeelte

Na de tweede “gelet op” een alinea toevoegen met volgende zin :

“het niet aantekenen van beroep door de advocaat van professor Djalali, tegen het uitdrukkelijk verzoek van de professor in, wat maakt dat de uitvoering van de doodstraf steeds onvermijdelijker wordt”.

VERANTWOORDING

In oktober van dit jaar werd professor Djalali ter dood veroordeeld, zonder eerlijk of openbaar proces. Hij vroeg zijn advocaat die hem werd toegewezen, om hiertoe hoger beroep aan te tekenen, maar zijn advocaat heeft dit niet gedaan, zo raakte bekend op 10 december. Daarmee lijkt de uitvoering van de doodstraf voor professor Djalali onafwendbaar.

Nr. 2 (van de heer Johan VAN den DRIESSCHE).

Verzoekend gedeelte

Hij vraagt aan de Brussels Regering het volgende toe te voegen :

“1° alle Belgische overheden op te roepen om gezamenlijk het vonnis dat jegens professor Ahmadreza Djalali is gewezen, streng te veroordelen bij de Iraanse overheid;

2° snel en officieel op te treden bij de Iraanse overheid opdat professor Djalali:

- a) professor Djalali gratie wordt verleend;*
- b) professor Djalali onverwijld en onvoorwaardelijk wordt vrijgelaten;*
- c) de Iraanse overheid de veroordeling en straffen jegens professor Djalali ongedaan maakt;*
- d) professor Djalali onverwijld regelmatig contact kan krijgen met zijn familie en met advocaten naar keuze;*

3° bestaande en toekomstige diplomatieke initiatieven om de fundamentele rechten van Djalali te vrijwaren, te versnellen en te versterken;

4° universitaire samenwerkingen met de Iraanse Staat op te schorten zolang de veiligheid en de mensenrechten van de gastdocenten in Iran niet verzekerd zijn;

5° in alle contacten, ook economische overheidscontracten, het respect voor de mensenrechten op de agenda te zetten en te bepleiten dat de doodstraf in het algemeen zou worden afgestraft;”

JUSTIFICATION

Il est important d'appeler toutes les autorités belges à condamner fermement l'exécution de la peine de mort du professeur Djalali et à insister pour qu'il soit gracié.

VERANTWOORDING

Het is belangrijk dat alle Belgische overheden opgeroepen worden om de uitvoering van de doodstraf voor professor Djalali streng te veroordelen en erop aan te dringen dat er gratie wordt verleend.